Accusé certifié exécutoire RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Réception par le préfet : 25/09/2018 Affichage: 25/09/2018

POUT l'autome competente par détendation RÉGION DE LA GUADELOUPE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION **CAP EXCELLENCE**

DÉLIBÉRATION N°2018.09.04/578

Approbation de la stratégie locale du Territoire à Risques d'Inondation important (TRI) Centre du bassin hydrographique de la Guadeloupe

4^{ème} séance de l'année 2018

Lundi 24 septembre 2018

L'an deux mille dix-huit, le lundi 24 septembre, à 09 heures 00, le

Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence, s'est assemblé au siège de CAP Excellence (salle du Conseil), sis 18 boulevard LEGITIMUS 97 110 Pointe-à-Pitre, sous la présidence de Monsieur Eric JALTON, Président, en vue de délibérer suivant l'ordre du jour de la convocation datée du 17 septembre 2018.

Excusés représentés: 2

Vice-Président:

M. Georges BREDENT (8ºme Vice-Président) Procuration à Mme Alberta ALBERI

Autre Conseiller Communautaire:

M. Denis BERNADOTTE Procuration à Mme Maryse ALIDOR-DAHOMAIS

Excusés non représentés: 15

Vice-Présidents:

Mme Hélène MOLIA-POLIFONTE (4ème Vice-Présidente)

Conseillers Communautaires - Membres du Bureau :

M. Justin DESSOUT

M. Fabert MICHELY

Mme Marie-Camille MOUNIEN

Mme Lyliane PIQUION

M. Max CELIGNY

Autres Conseillers Communautaires:

M. Georges BERGINA

M. Harry DURIMEL

Mme Lydia FANHAN-LAURIETTE

Mme Juliana FENGAROL

M. José GUIOLET

Mme Célia HATCHI-MIMIETTE

Mmc Ketty WALPO

Mme Nadège THÉOPHILE

M. William SURDIN

Absents: 7

Vice-Président:

M. Pierre THICOT (15the Vice-Président)

Conseiller Communautaire - Membre du Bureau :

M. Michel RINCON

Autres Conseillers Communautaires:

M. Chazy CIRANY

M. Jocelyn LEREMON

M. Maurice LORQUIN

M. Daniel MARSIN

M. Patrick SELLIN

	Présents : 26	
	<u>Président</u>	
M. Eric	JALTON	
	<u>Vice-Présidents</u>	
M. Jacques	BANGOU	1 ^{er} Vice-Président
M. Georges	DAUBIN	2ème Vice-Président
M. Rosan	RAUZDUEL	3 ^{ème} Vice-Président
Mme Suzelle	SEVILLE	5 ^{ème} Vice-Présidente
Mme Eliane	GUIOUGOU-FIRPIONN	6ème Vice-Présidente
Mme Murielle	JABES	7 ^{ème} Vice-Présidente
Mme Maguy	CELIGNY	9ème Vice-Présidente
M. Fred	EUSTACHE	10ème Vice-Président
M. Dominique	BIRAS	11 ème Vice-Président
Mme Claudine	CHALUS	12 ^{ème} Vice-Présidente
Mme Marie-Corine	LACASCADE-CLOTILDE	13 ^{ème} Vice-Présidente
Mme Renée-George	NABAJOTH-DELOUMEAUX	14 ^{ème} Vice-Présidente
<u>Conseiller</u>	s Communautaires - Membres d	lu Bureau
Mme Josiane	GATIBELZA	
Mme Corinne	PETRO	
Mme Alberta	ALBERI	
Mme Francesca	FAITHFUL	
<u>A</u> 1	<u>atres Conseillers Communautair</u>	<u>es</u>
Mme Maryse	ALIDOR-DAHOMAIS	
Mme Lise Claude	AZEDE	
M. Jean-Luc	CELIGNY	
Mme Sylvie	CHAMMOUGON-ANNO	
M. Audry	CORNANO	
Mme Solange	LEBLANC	
M Alix	NABAJOTH	
M. Jean-Charles	SAGET	
Mme Nadiah	SURVILLE-PERAFIDE	

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur 971-200018653-20180924-20180904578-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par Conformément à l'article L2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conditions de Affichage: 25/09/2018 étant réunies, le Conseil peut valablement délibérer.

Pour l'autorité compétente par délégation 971-20001865 L'assignation présents représentant la majorité des membres en exercice qui sont de 50, il a été procédé selon l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil Communautaire.

Madame Murielle JABES, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE;

- VU les dispositions de la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;
- VU les dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment son article L2224-10;
- VU les dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement;
- VU les dispositions de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- VU les dispositions du décret n°2011-227 du 2 mars 2011 relatif à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation:
- VU l'arrêté préfectoral n°2008/2042/AD/II/2 du 30 décembre 2008 portant création de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence et approuvant les statuts de ladite communauté d'agglomération;
- VU l'arrêté préfectoral n°2012-1322/SG/DiCTAJ/BRA en date du 29 novembre 2012 portant extension de périmètre de CAP Excellence à la ville de Baie-Mahault au 1^{er} janvier 2013;
- VU l'arrêté préfectoral n°DEAL/RED/RN/2015-004 du 23 novembre 2015 arrêtant le périmètre, le délai d'approbation, les objectifs et les parties prenantes de la stratégie locale du territoire à risque d'inondation (TRI) Centre;
- VU l'arrêté préfectoral n°971-2017-03-08-001/SG/DiCTAJ/BRA daté du 8 mars 2017 portant modification et actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence;
- VU la délibération n°10.12.09/118 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2010 relative à la définition de l'intérêt communautaire des compétences transférées ;
- VU la délibération n°2014.04.01/01 du Conseil Communautaire du 23 avril 2014 portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence;
- VU la délibération n°2017.09.05/459 du Conseil Communautaire du 27 septembre 2017 portant modification de la délibération n°2014.04.01/29 du Conseil communautaire du 23 avril 2014 portant délégation de certaines attributions du Conseil Communautaire au Président;

Considérant le rapport du Président;

Considérant l'exercice de la compétence « *Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)* » exercée de plein droit par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les communes sont membres, et ce depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

Considérant l'avis du comité de pilotage en charge du suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie locale du Territoire à Risque d'Inondation important *(TRI)* Centre, réuni le 20 juillet 2018 ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Mixte Eau-Assainissement réunie le 14 septembre 2018 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur 971-200018653-20180924-20180904578-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par **Apprès 2011/2014** pir délibéré ;

Pour l'autorité compétente par délégation 971-200018653-20180924-20180904578-DE

DÉCIDE, À L'UNANIMTÉ :

ARTICLE 1- D'approuver la stratégie locale du Territoire à Risque d'Inondation important *(TRI)* Centre du bassin hydrographique de la Guadeloupe.

<u>ARTICLE 2</u>- D'autoriser Monsieur le Président à engager toutes les démarches et signer tous les documents, actes et pièces nécessaires à l'application de la présente décision.

<u>ARTICLE 3</u>- D'autoriser Monsieur le Président à solliciter les éventuelles demandes de cofinancements relatives à cette affaire auprès des organismes susceptibles d'accorder des aides *(FEDER, FPRNM, Office de l'Eau,...)*.

<u>ARTICLE 4-</u> D'autoriser Monsieur le Président à engager toutes les démarches et signer tous les documents, actes et pièces nécessaires à l'application de la présente délibération.

<u>ARTICLE 5</u>- Le Président, le Directeur Général, de CAP Excellence, le Comptable Public du Centre des Finances Publiques de l'Agglomération CAP Excellence, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Pointe-à-Pitre, à Monsieur le Maire de la ville des Abymes, à Madame le Maire de la ville de Baie-Mahault, à Monsieur le Maire de la ville de Pointe-à-Pitre ainsi qu'à Madame le Comptable Public du Centre des Finances Publiques de l'Agglomération CAP Excellence.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération CAP Excellence.

Pour extrait certifié conforme

Pointe-A-Pitre, le 25 SEP. 2018

Président

1 8

JALTON

■ Délibération transmise à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre. le

2 5 SEP. 2018

Délibération transmise à Monsieur le Maire de la ville des Abymes, le 25 SE

2 5 SEP. 2018

■ Délibération transmise à Madame le Maire de la ville de Baie-Mahault, le

7 5 SEP. 2018

Délibération transmise à Monsieur le Maire de la ville de Pointe-à-Pitre, le 25 SEP. 2018

■ Délibération transmise à Madame le Comptable Public de l'Agglomération CAP Excellence, le

2 5 SEP. 2018